

Scolarisation Des Filles Dans Les Ecoles Secondaires De La Ville De Gbado-Lite En République Démocratique Du Congo

Guy LOKANGO MOBELA¹, Yves NZEGE GBIAKO²

¹Professeur des universités

²Assistant à l'Université de Gbado-Lite et apprenant au troisième cycle à l'Université Pédagogique Nationale de Kinshasa

Corresponding Author: Guy LOKANGO MOBELA



Résumé : La scolarisation des filles est cruciale pour former des mères capables d'éduquer leurs enfants et constitue un levier essentiel pour le développement humain durable et socio-économique, notamment en République Démocratique du Congo (RDC). Malgré des progrès, des disparités persistent : moins de deux tiers des filles dans les pays à faible revenu terminent l'école primaire, et seulement une sur trois achève le premier cycle du secondaire, entraînant des conséquences graves telles que des pertes de productivité et de revenus. En RDC, des défis culturels et économiques freinent l'éducation des filles, souvent perçues comme ayant une valeur économique immédiate. Les parents privilégient l'éducation des garçons, ce qui crée un cercle vicieux de désinvestissement éducatif chez les filles, particulièrement visible dans la commune de Molegbe.

Cette étude s'interroge sur les causes de la déscolarisation des filles à Molegbe et ses conséquences sur la vie sociale. Les hypothèses avancées incluent l'ignorance des parents, les mœurs rétrogrades et les grossesses précoces comme facteurs de déscolarisation, tandis que les conséquences englobent la procréation avec plusieurs partenaires, la marginalisation sociale et l'exclusion du marché de l'emploi.

L'objectif de ce travail est d'identifier ces causes et conséquences, en se concentrant sur les écoles secondaires et en couvrant la période de 2023 à 2025.

Mots-clés : Scolarisation des filles - Développement humain durable- Actrices du développement.

Abstract: The education of girls is crucial for training mothers who can educate their children and serves as an essential lever for sustainable human and socio-economic development, particularly in the Democratic Republic of Congo (DRC). Despite progress, disparities persist: less than two-thirds of girls in low-income countries complete primary school, and only one in three finishes the first cycle of secondary education, leading to serious consequences such as losses in productivity and income. In the DRC, cultural and economic challenges hinder girls' education, often perceived as having immediate economic value. Parents prioritize boys' education, creating a vicious cycle of educational disinvestment in girls, particularly evident in the commune of Molegbe.

This study examines the causes of girls' school dropout in Molegbe and its consequences on social life. The proposed hypotheses include parental ignorance, retrograde customs, and early pregnancies as factors contributing to dropout, while the consequences encompass procreation with multiple partners, social marginalization, and exclusion from the job market.

The objective of this work is to identify these causes and consequences, focusing on secondary schools and covering the period from 2023 to 2025.

Keywords: Girls' education- sustainable human development- development actors.

INTRODUCTION

La scolarisation des filles est un moyen de former les mamans de demain, des mamans scolarisées pouvant apporter une bonne éducation à leurs enfants sur tous les plans. Aucun développement ne peut être réalisé sans la femme éduquée, avertie, formée et en phase des exigences de la société d'aujourd'hui qui se mondialise de plus en plus.

D'après le MINEPSA (2015), le but de la scolarisation de la fille est de faire d'elle une réelle actrice du développement. Pour cela, elle doit disposer d'un outillage culturel et intellectuel pour s'intégrer, car l'éducation des filles est un moyen fondamental du développement humain durable. Ainsi, considérée comme facteur de développement socio-économique durable, l'éducation de la fille est devenue une des préoccupations majeures des pays en développement. La scolarisation de la fille représente encore aujourd'hui un enjeu de développement majeur à cause des disparités et des injustices dont les filles sont toujours victimes.

Pour la Banque Mondiale (2018), neuf filles sur dix dans le monde terminent l'école primaire, mais elles ne sont que trois sur quatre à achever le premier cycle de l'enseignement secondaire. Cependant, dans les pays à faible revenu, moins des deux tiers des filles finissent leurs études primaires et seule une sur trois va au terme du premier cycle du secondaire. Pour les filles qui abandonnent prématurément l'école, les conséquences sont graves. Les pertes de productivité et de revenu tout au long de la vie pour les filles n'ayant pas effectué 12 ans d'études sont estimés entre 1.500 et 30.000 milliards de dollars à l'échelle mondiale. En effet, les femmes ayant terminé leurs études secondaires gagnent pratiquement deux fois plus en moyenne que celles privées de cet enseignement et dont les salaires sont beaucoup plus faibles. L'éducation secondaire pour les filles pourrait pratiquement éliminer le mariage des enfants moins de 18 ans et réduire considérablement le nombre de grossesses précoces (c'est-à-dire avant 18ans). Elle permettrait aussi d'abaisser le taux fécondité dans les pays à forte croissance démographique et d'améliorer la capacité de prise de décision et le bien-être psychologique des femmes en réduisant la mortalité des moins de cinq ans et la malnutrition.

Pour le MINESPINC (2015), le fossé existant entre les sexes en matière d'éducation provoque une perte annuelle de 300 millions de dollars pour l'économie Congolaise. Pourtant, l'éducation des filles constitue effectivement un levier incontournable et puissant de développement, appelé parfois le « Girl Effect » : investir dans le potentiel des filles et des jeunes femmes a un effet bénéfique dans l'élimination de la pauvreté, non seulement pour les filles elles-mêmes, mais pour leurs communautés et pour des pays entiers. Une fille éduquée se mariera en général plus tard, aura moins d'enfants, ses derniers seront en meilleure santé et seront mieux éduqués.

Au sein des communautés africaines, et plus particulièrement en milieu rural en République Démocratique du Congo (RDC), l'éducation des filles demeure un défi majeur qui se heurte encore à de profondes réticences parentales et socioculturelles. Malgré les campagnes de sensibilisation et les engagements institutionnels en faveur de l'égalité des chances, la scolarisation des jeunes filles est loin d'être acquise, freinée par des structures patriarcales ancrées et des impératifs économiques pressants.

Confrontées à une pauvreté monétaire et structurelle aiguë, les familles rurales se trouvent contraintes d'opérer des choix stratégiques de survie. Dans ce contexte de grande précarité, la jeune fille est souvent perçue à travers le prisme de sa valeur économique immédiate ou future pour le ménage. D'une part, elle est assignée dès le plus jeune âge aux tâches domestiques, à la corvée d'eau ou au commerce de subsistance (petit commerce informel), des activités jugées indispensables au maintien du budget familial. D'autre part, le mariage est fréquemment envisagé par les parents comme une alliance stratégique ou une opportunité de décharge financière, voire de gain matériel direct à travers la dot.

Par conséquent, lorsque les ressources financières de la famille sont limitées, les arbitrages budgétaires se font systématiquement au détriment du genre féminin. Les parents privilégient l'instruction des garçons, perçus comme les futurs piliers économiques et les garants de la lignée familiale, tandis que les filles subissent le non-paiement de leurs frais d'études. Ce désinvestissement éducatif engendre un cercle vicieux : privées de soutien financier et de temps d'étude, les jeunes filles se retrouvent massivement exposées au décrochage scolaire, à l'analphabétisme et aux unions précoces ou forcées.

Ce constat alarmant, loin d'être un cas isolé, s'observe de manière particulièrement prégnante dans la commune de Molegbe. Cette entité reflète fidèlement les dynamiques de vulnérabilité éducative qui touchent les provinces congolaises, faisant de la déscolarisation des filles un enjeu de développement local urgent à élucider.

Partant de ce qui précède, nous nous posons quelques questions résumant notre problématique de la manière suivante :

- Qu'est-ce-qui est à la base de la déscolarisation des filles de la Commune de Molegbe ?
- Quelles sont les conséquences de la déscolarisation de filles dans la vie sociale ?

Nos hypothèses se formulent de la manière suivante :

- Ce qui est à la base de la déscolarisation des filles de la Commune de Molegbe sont, l'ignorance des parents, les mœurs et coutumes rétrogradent, les grossesses et mariages précoces ;
- Les conséquences de la déscolarisation des filles de la Commune de Molegbe dans la vie sociale sont, la procréation avec plus d'un mari, sujet à sous-estimer, sans emploi, l'occupation des fonctions à faible revenu ;

Le présent travail poursuit les objectifs ci-après :

- Identifier ce qui est à la base de la déscolarisation de filles de la Commune de Molegbe ;
- Déceler les conséquences de la déscolarisation des filles de la Commune de Molegbe dans vie sociale.

Sur les plans thématique et spatial, le travail porte sur la scolarisation des filles dans les écoles secondaires de la Commune de Molegbe, quartier Molegbe.

Sur le plan temporel, notre travail couvre la période allant de 2023 à 2025.

I. CONSIDÉRATIONS THÉORIQUES SUR LA SCOLARISATION DES FILLES

1. Importance de l'Education des Filles

Pour le MINEPSA (2015), bien qu'il s'agit d'un droit inaliénable réaffirmé dans les articles 28 et 29 de la Convention relative aux droits de l'enfant et dans l'article 10 de la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes, l'éducation des filles entraîne quelques-uns des retours les plus élevés des investissements de développement pour les individus, les familles et la société en général. L'éducation des filles est porteuse de nombreux effets bénéfiques, parmi lesquels les plus visibles sont :

- L'incidence sur la condition socioéconomique des femmes et sur le développement économique en général. La scolarisation féminine prépare à un emploi mieux rémunéré qui favorise la croissance de la productivité économique à l'échelle nationale : une augmentation d'un point de pourcentage dans la proportion des femmes ayant reçu une éducation au niveau secondaire augmente de 0,3 points en moyenne le revenu par habitant ;
- L'impact important sur le succès de la lutte contre la pauvreté et le développement équitable et durable. La scolarisation féminine contribue à changer les attitudes et les mentalités face aux conditions sociologiques (coutumes et mœurs) et psychologiques (complexe d'infériorité) qui font perdurer la pauvreté ;
- L'incidence sur la baisse de la fécondité. Une femme scolarisée est beaucoup plus susceptible d'utiliser des méthodes efficaces de planification familiale, de repousser l'âge du mariage et de grossesse, ainsi que d'avoir moins d'enfants et en meilleure santé. Le rapport de l'UNICEF (2009) sur la situation des enfants dans le monde signale ainsi qu'il existe une corrélation entre la baisse du taux de fécondité et celle du taux de mortalité des moins de 5ans. Selon le rapport de l'état du système éducatif national (RESEN, 2007), l'âge au premier accouchement augmente en moyenne de 2,4 mois par année supplémentaire d'études ;
- La réduction de la mortalité infantile et maternelle. Les femmes éduquées sont mieux à même de rechercher des soins médicaux pour leurs enfants, de les faire vacciner, d'être mieux informées de leurs besoins nutritionnels et d'adopter de bonnes pratiques sanitaires. Il en résulte que leurs ont des taux de survie plus élevés, sont mieux nourris et en meilleure

santé. Ayant une meilleure connaissance des pratiques sanitaires, les femmes scolarisées sont moins à risque de grossesses précoces, ont tendance à avoir moins de grossesse et à les espacer davantage, ainsi qu'à utiliser les services de planning familial, consultation pré et postnatales. Le RESEN a ainsi calculé que la connaissance du cycle menstruel est le fait de 45% des Congolaises non scolarisées et que cette proportion monte respectivement à 66%, 74% et 77% chez celles qui ont terminé le cycle primaire, secondaire premier et deuxième degré ;

- La protection des filles contre le VIH/SIDA. L'éducation des filles est l'un des moyens les plus performants pour réduire la vulnérabilité des filles. Elle ralentit l'expansion du VIH/SIDA en contribuant à l'indépendance économique des femmes, au recul du mariage, à la planification familiale et à la diffusion des informations sur la pandémie.
- L'impact éducatif intergénérationnel. L'éducation de la mère constitue un facteur majeur agissant sur la scolarisation et la réussite des enfants et plus particulièrement de la fille. Dans de nombreux pays, une année supplémentaire de scolarisation de la mère se traduit pour ses enfants par une augmentation du temps de maintien à l'école d'un trimestre ou d'un semestre (UNGEI). L'éducation des filles constitue donc un investissement vital pour le développement et les pays qui la négligeraient hypothèquent lourdement leur avenir.

2. Les défis actuels en République du Congo

Pour le MINEPSA (2015), les principaux défis à relever sont :

- La prégnance de coutumes et croyances rétrogrades qui, se fondent sur la répartition traditionnelle des rôles sociaux, minimisent l'importance de la scolarisation pour les filles (parents peu ou pas instruits, vivant dans des zones rurales reculées et pour certains appartenant aux groupes sociaux minoritaires tels que les peuples autochtones ;
- Les besoins affectifs qui ne sont pas bien pris en compte par l'entourage immédiat, il en est de même pour les besoins financiers non satisfaits qui augmentent avec l'âge ;
- La puberté mal maîtrisée qui se déploie dans un contexte de harcèlements sexuels et psychologiques incessants et précoces et qui se transforme en un handicap supplémentaire ;
- La gestion de la sexualité qui pénalise les filles parce que dès leur puberté (et même avant), elles sont victimes de harcèlements sexuels et psychologiques et de violences de toutes sortes aussi bien à l'école qu'en dehors de celle-ci, de la part de leurs proches, leurs enseignants et leurs condisciples garçons. Les grossesses précoces qui en résultent constituent un déterminant de la suspension ou de l'abandon scolaire, d'autant plus que leur volonté de reprendre les études après l'accouchement n'est pas évidente. La méconnaissance et la non-application des législations protégeant les filles créent une situation d'impunité qui leur est préjudiciable ;
- L'éloignement de l'école, surtout en zone rurale, qui expose les filles aux violences, notamment sexuelles ;
- L'insuffisante information de certains parents qui ignorent l'article 29 de la constitution du 25 octobre 2015 (République du Congo) qui stipule « l'Etat assure l'épanouissement de la jeunesse. A ce titre, il garantit notamment : le droit à l'éducation et l'égal accès à l'enseignement et à la formation ; la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de seize ans » ;
- Les coûts scolaires directs (le transport, le kit scolaire, la rémunération des enseignants bénévoles) et les coûts d'opportunité (les tâches ménagères, les travaux champêtres, la garde des petits frères et/ou des petites sœurs) ;
- Les échecs scolaires répétés qui conduisent souvent aux abandons scolaires ;
- Le comportement pervers de certains enseignants à l'endroit des filles ;
- L'insuffisance des ressources disponibles. En effet, l'absence de ressources financières limite des actions en faveur de l'éducation des filles car même dans la situation où la stratégie et le plan d'action de la scolarisation des filles ont été élaborés, il n'y a pas forcément de ressources financières pour les mettre en œuvre.

3. Les obstacles que les filles rencontrent et qui limitent leur accès à l'école en République Démocratique du Congo

Pour le MINEPSP (2015), le genre est un facteur d'exclusion scolaire important en RDC. Même s'il ne joue que modérément sur les enfants de 6 à 11 ans, les exclus sont tout de même plus fréquemment des filles que des garçons.

- La barrière financière

Les filles ont moins de chances de finir le primaire que les garçons, et les chances de rétention sont d'autant plus faibles que le revenu du ménage est bas. Ce facteur apparaît déterminant pour la poursuite des études : les enfants issus de ménages dont le revenu mensuel se situe entre 50\$ et 200\$ ont environ deux fois plus de chances de rester à l'école jusqu'à la fin du primaire que ceux dont le revenu est inférieur à 50\$. C'est bien le coût de l'éducation qui représente le facteur déterminant de l'exclusion scolaire. Il explique le trois quarts des exclusions ou des abandons. Mais il semble bien que cette barrière soit plus difficile à franchir pour les filles. L'importance de scolariser les enfants paraît communément admise. Mais quand les ressources sont limitées et qu'il faut choisir, les familles préfèrent que ce soit les garçons qui accèdent à l'école. Dans la logique de la patrilocalité, les filles mariées quittent leur famille et l'investissement fait par les parents pour leur scolarisation aura été inutile pour eux.

- Des facteurs associés à la pauvreté : le milieu de résidence, le niveau d'instruction des parents et l'appartenance à une minorité ethnique.

Le problème des enfants d'âge primaire en dehors de l'école apparaît être un phénomène essentiellement rural. En effet, la proportion d'enfants non scolarisés en milieu rural est bien supérieure à celle observée en milieu urbain.

Si le milieu de résidence (urbain/rural) semble particulièrement discriminant, son effet serait essentiellement lié à un effet revenu. Mais l'effet net du milieu de résidence se révèle moindre que l'importance du genre dans les disparités de scolarisation. Effectivement, en milieu rural, donc dans un même environnement, les filles sont nettement désavantagées.

Par ailleurs, les filles dont les parents sont éduqués ont plus de chances d'accéder à l'école et de poursuivre leurs études.

Il y a sans doute aussi une relation entre les revenus des parents et leur niveau d'éducation. Une analyse par tranche d'âge fait voir que les Enfants Adolescents en Dehors de l'Ecole (EADE) de 12-13ans et de 14-17ans sont en majorité des filles (respectivement 60,4% et 63,8%), issues de ménages pauvres où le chef de ménage n'a aucune instruction. De ce fait, la probabilité de ne jamais accéder à l'école est généralement plus importante pour les filles que pour les garçons ; plus importante en milieu rural qu'en milieu urbain et décroissante avec le niveau d'instruction des parents.

- Le travail des filles

L'enquête menée a fait ressortir l'importance du travail des enfants et particulièrement celui des filles. Au Katanga, beaucoup d'enfants travaillent dans les mines pour pouvoir aider leurs parents. Aux filles, on confie le nettoyage des minerais dans les exploitations artisanales.

Cette idée que « les études ne paient pas » est souvent exprimée dans les entrevues ou les focus groups. L'exemple de la situation précaire des enseignants et de la dévalorisation de leur travail qui en découle n'est pas étranger à cette opinion.

Quand elles ne sont pas à l'école ou qu'elles s'en absentent, les filles sont souvent occupées à de petits commerces. Au Kasai Occidental, ce sont plus les travaux agricoles qui les éloignent de l'école. On rapporte qu'elles cultivent de vastes champs dont les parents profitent tant qu'elles sont à la maison, mais on les courtise rapidement pour la valeur de ce travail. Dans l'un ou l'autre cas, l'école n'est vraiment pas la priorité.

- Etre orpheline ou être confiée

Quel que soit le milieu de résidence, le décès de l'un ou des deux parents est un facteur important d'exclusion scolaire. Les enfants confiés ont aussi moins de chance d'accéder à l'école. Les personnes, souvent apparentées, qui en ont la responsabilité les traitent différemment de leurs propres enfants et ceux qui leur ont été confiés se voient confinés aux travaux domestiques. La part faite aux orphelins et aux orphelines n'est pas belle non plus, on les traite de sorciers. On raconte que « l'accusation d'une fille d'être un enfant sorcier oblige certains parents à chasser la calomniée du toit parental ». On ne sait pas jusqu'à quel point ces comportements sont répandus, mais ces témoignages font quand même état de la persistance de pratiques obscurantistes.

La situation de la fille peut aussi être précarisée par le divorce ou la séparation des parents. Dans ces cas, « ...il est difficile pour la belle-mère d'envoyer les enfants d'une autre à l'école ». Dans les cas de divorce, ce sont généralement les femmes qui ont la garde des jeunes enfants, mais elles ne disposent pas des ressources nécessaires à leur scolarisation.

4. Les obstacles que les filles rencontrent et qui compromettent la poursuite de leurs études en République Démocratique du Congo

Pour le MINEPSP (2015), les efforts déployés par l'Etat et ses partenaires dans la scolarisation des enfants ces dernières années ont permis de réduire de façon significative les inégalités d'accès à l'école entre garçons et filles. Mais des inégalités de genre existent toujours et les filles courent plus de risques que les garçons d'abandonner l'école.

Les filles, particulièrement celles issues d'un milieu pauvre, sont moins susceptibles de terminer leurs études primaires et d'accéder à l'enseignement secondaire en raison des multiples formes d'inégalité et de discrimination dont elles font l'objet et qui se situent à différents niveaux : familial, économique, social, institutionnel et culturel.

- L'âge d'entrée à l'école, les redoublements et les abandons

L'écart entre les garçons et les filles devient beaucoup plus important pour les enfants de 12 et 13ans : au sein de cette catégorie, les filles représentent 60,4% des EADE. Il s'agit de l'âge théorique du secondaire, mais en raison de l'âge tardif d'entrée à l'école et de la fréquence des redoublements, la plupart des jeunes filles de 12 et 13ans n'ont pas achevé le cycle primaire. En fait, près de 45% des nouveaux venus en première année ont plus de 6ans. L'âge moyen des enfants qui entrent au primaire est de 7,2ans au niveau national et varie de 6,2ans à Kinshasa, à 7,7ans au Kasai Oriental et est de 8,2ans à l'Equateur. Les taux de redoublements sont aussi très élevés : 14,3% des filles redoublent contre 14% des garçons.

- La distance

La distance est à mettre en relation avec les entrées tardives à l'école, mais elle semble avoir plus d'impact pour les jeunes enfants que pour les adolescents.

Ainsi, plus de la moitié des enfants de 6-11ans (52%) vivant à plus de 5km d'une école ne vont pas à l'école, mais la probabilité d'aller à l'école pour une fille de 13ans ou 14ans dans les mêmes conditions est de 75%. Au niveau national, cet argument est quand même peu significatif dans la mesure où 80% des enfants ont une école à moins de 1km de leur domicile. La distance est donc un facteur ayant peu de poids au niveau national, même s'il peut primordial dans des contextes particuliers. La distance peut effectivement mettre les adolescentes en danger et leur faire courir des risques d'agression.

- Des normes familiales et socioculturelles contraignantes pour les filles et affectant les résultats scolaires

Des différences ont été observées au niveau des apprentissages entre les garçons et les filles, au détriment des filles au primaire. Ces écarts, mineurs en début de cycle, se creusent au cours du primaire, suggérant ainsi que le système scolaire tend à renforcer les écarts au lieu de les réduire.

Les normes culturelles et familiales font que les filles sont plus exposées aux échecs. Les travaux domestiques dont elles ont la charge occasionnent plus de fatigue et leur laissent moins de temps pour les études. De ce point de vue, il faut considérer les devoirs à domicile comme un élément renforçant la discrimination envers les filles.

L'enquête menée dans le cadre du projet Vas-y-Filles confirme que les filles s'acquittent de diverses responsabilités, quand elles ne travaillent pas au champ, elles ont d'autres obligations à la maison : cela va des soins à apporter aux autres membres de la famille, au ménage et à la préparation des repas. Par ailleurs, on a vu que les parents peuvent considérer que l'éducation de leurs filles est une perte de temps et d'argent. Les filles connaissent le point de vue de leurs parents sur leur éducation. Elles ne jugent pas nécessaire de travailler beaucoup, car elles supposent qu'elles abandonneront probablement l'école rapidement pour se marier.

- Les mariages et les grossesses précoces

L'enquête menée sur les enfants adolescents en dehors de l'école montre que 9% des adolescentes de 12-17ans en dehors de l'école vivent en union. Même si l'union a pu être contractée après la sortie de l'école, cette forte proportion fait penser à un effet des mariages précoces comme cause de déperdition scolaire. D'ailleurs le mariage a été cité dans 6,3% des cas d'abandon et la grossesse dans 5,2% des cas d'arrêt de scolarisation.

C'est aussi ce que révèle l'enquête sur l'emploi, le secteur informel et sur la consommation des ménages qui fait ressortir trois principales raisons de non-fréquentation scolaire : le mariage ou la grossesse, la recherche de travail et le manque de moyens financiers. Dans toutes les provinces, à l'exception du Sud et du Nord-Kivu, du Bas-Congo et de Kinshasa, la grossesse et le mariage constituent la première raison invoquée pour ne pas fréquenter l'école. Le travail et les raisons financières ne viennent qu'en deuxième position et varient fortement d'une province à une autre.

De manière plus générale, approximativement 39% des Congolaises de moins de 18 ans sont déjà mariées, la plus forte proportion se retrouve au Katanga où c'est le cas de 50% des filles. Sur le plan coutumier, si une fille à partir de 15ans n'est pas mariée, cela devient une préoccupation selon une enquête menée à Kananga 1 en 2014.

Il faut voir aussi que la dot touchée par les parents en mariant leur fille est plus attrayante : le gain est immédiat et sera aussi plus important si la fille est mariée jeune. Avec sa virginité en garantie, la dot de la fille doublera. Les parents obtiendront « le prix de la virginité » et celui de la dot selon une enquête menée au Kasai Occidental 1 en 2014.

La pratique du mariage précoce peut encore être renforcée par des normes culturelles propres à des groupes ethniques particuliers. Chez les Lulua polygames, on dit que les filles voudront être mariées très tôt pour « ...gérer et avoir plus tard une ascendance sur toutes celles qui viendront après soi » selon une enquête menée au Kasai Occidental 1 en 2014.

- Les écoles ne sont pas des lieux sûrs pour les filles

Pour l'UNESCO (2012), au sein de l'école, les filles sont également en proie à des inégalités de traitement et les dangers affectifs et physiques peuvent augmenter à mesure que les filles deviennent des jeunes femmes ; elles peuvent alors être confrontées aux agressions et au harcèlement sexuel. La violence en milieu scolaire dont les jeunes filles sont victimes peut avoir des répercussions dramatiques sur la poursuite de leurs études.

L'enquête menée dans le cadre du projet Vas-y-Filles fait voir que les enfants rapportent différents types de violence, verbale, psychologique ou physique, à la maison et à l'école. Les punitions corporelles sont très répandues et sont considérées comme normales autant par les parents que par les enfants.

La violence peut avoir lieu dans les bâtiments scolaires (y compris les dortoirs), sur les terrains de l'école, sur le trajet menant à l'école et peut être perpétrée par des enseignants ou des enseignantes, des étudiants ou des membres de la communauté. Filles et garçons peuvent être victimes ou auteurs. Mais les filles ont été les seules à subir des violences sexuelles, notamment le viol, le harcèlement sexuel, et les attouchements indésirables commis par les étudiants et les enseignants. Certains enseignants peuvent contraindre les élèves filles à avoir des relations sexuelles avec eux en échange de meilleures notes ou pour passer au niveau suivant. D'autres font de jeunes filles leur petite amie. Le comportement prédateur des enseignants est rarement puni, soit les élèves hésitent à dénoncer ces crimes, soit les parents ferment les yeux ou même encouragent ces comportements.

Certaines familles pauvres voient cela comme une opportunité, surtout si elles pensent qu'une proposition de mariage pourrait s'ensuivre. Les témoignages de garçons corroborent le champ de mines de la prédation sexuelle dans lequel doivent naviguer leurs sœurs et leurs amies à l'école, sur le chemin de l'école et dans leurs quartiers.

- La qualité et la pertinence des services éducatifs

La qualité de l'enseignement est parfois tellement faible que les filles comme les garçons, même ceux qui ont complété leur primaire, ont des difficultés importantes de lecture et de l'écriture. Après six années d'études, seulement 47% des jeunes Congolaises et Congolais sont alphabétisés. « Les lacunes s'observent dès le début du cycle primaire : nombreux sont les

enfants qui en 4^{ème} année apprennent encore à lire au lieu de lire pour apprendre ». La question de la qualité est à mettre en relation avec plusieurs autres facteurs dont : la disponibilité de manuels et d'outils pédagogiques, l'absentéisme des enseignants et celui des élèves, plus particulièrement de filles qu'on retient à la maison pour s'acquitter de tâches domestiques ou quand elles ont leurs règles.

De plus, dans l'enseignement que reçoivent les filles, les conceptions traditionnelles des rôles qui conviennent aux femmes et aux hommes sont souvent bien marquées ; c'est sans doute particulièrement le cas de l'enseignement dispensé par des institutions religieuses qui peuvent renforcer les stéréotypes masculins et féminins. Cela constitue un danger pour les filles qui font déjà l'objet de discrimination, mais cela peut être préjudiciable pour les garçons contraints d'adopter les modèles masculins.

La question de l'éducation sexuelle a aussi été relevée à plusieurs reprises, particulièrement pour éviter les grossesses précoces. Les filles elles-mêmes avouent leur ignorance et souhaitent être mieux informées.

La qualité et la pertinence de la formation de base suscitent des inquiétudes justes au moment où augmentent la demande de niveaux élevés de qualification, telle la capacité à résoudre des problèmes.

- Des infrastructures inadéquates

Bien que ces efforts importants aient été consentis et que le nombre d'écoles ait beaucoup progressé, les écoles primaires et surtout secondaires sont inégalement réparties. Elles n'offrent pas toutes encore les conditions d'hygiène adéquate (l'accès à l'eau entre autres) ni de latrines à l'usage exclusif des filles. Le périmètre de l'école doit aussi être clôturé pour la sécurité des enfants et de filles en particulier.

II. CADRE METHODOLOGIQUE

Sous ce point, nous présentons la méthodologie suivie pour aboutir aux résultats, cela passe par la présentation de la population d'étude, de l'échantillon d'étude, de la méthode et de la technique de collecte des données, le dépouillement et le traitement des données.

2.1. POPULATION ET ECHANTILLON D'ETUDE

Dans le cadre de ce travail, les filles ayant abandonné les écoles du quartier Molegbe dans la Commune qui porte le même nom constituent notre population d'étude.

Pour cette étude, notre échantillon est constitué de 50 filles et mères, toutes ayant abandonné les écoles pour une raison ou une autre du quartier Molegbe, dans la ville de Gbado-Lite. Nous avons choisi et fait usage de l'échantillon occasionnel, celui qui consiste à ne donner le questionnaire qu'à quiconque l'accepterait et disposerait de tout son temps d'y répondre. Donc l'accessibilité et la disponibilité sont les seuls critères pour ce genre d'échantillon.

2.2. MÉTHODE ET TECHNIQUE DE LA RECHERCHE

Concernant cette recherche, nous avons opté pour la méthode d'enquête psychosociale, un moyen de communication bilatérale enquêteur-enquêté, centrée sur certains problèmes susceptibles de fournir les informations.

Dans le cadre de cette étude, il était question d'échanger sur le terrain avec les filles et femmes ayant abandonné le chemin de l'école suite à de multiples raisons.

Nous avons fait usage de la technique du questionnaire.

Pour dépouiller nos protocoles, nous avons procédé manuellement en commençant par des questions d'identification jusqu'aux questions relatives à la recherche. Pour les questions à réponses fermées, nous avons procédé au comptage des réponses des sujets selon leurs fréquences d'apparition.

Pour les questions ouvertes, nous avons regroupé les réponses par catégorie en fonction des thèmes retenus à l'avance. Ces questions ont été dépouillées par la technique d'analyse de contenu.

Enfin, nous avons procédé au pointage en fonction de leur fréquence d'apparition. Pour cela, le traitement des données s'est fait par le calcul de pourcentage.

III. PRÉSENTATION, ANALYSE ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS

Nous présentons, analysons et interprétons sous ce chapitre les résultats obtenus à l'issue de notre investigation auprès des Filles ayant abandonné le chemin de l'école du quartier Molegbe de la Commune qui porte le même nom.

3.1. PRÉSENTATION ET ANALYSE DES RÉSULTATS

Question n°1. Quelle est la profession exercée par vos parents ?

23 parents du sexe masculin des enquêtées sur 50 soit 46% sont des agents publics de l'Etat ; 18 soit 36% des cultivateurs ; 6 soit 12% exercent le petit commerce et 3 soit 6% des pasteurs. Par ailleurs, 45 parents du sexe féminin des enquêtées sur 50 soit 90% sont des cultivatrices et 5 soit 10% des agents publics de l'Etat.

Question n°2. Quel est le niveau d'instruction atteint par vos parents (père et mère) ?

Les informations reçues renseignent que 30 parents des enquêtées du sexe masculin sur 50 soit 60% sont des Diplômés d'Etat ; 15 soit 30% ont étudié jusqu'à 1^{ère} à 4^{ème} secondaire ; 3 soit 6% des certifiés d'études primaire et 2 soit 4% n'ont pas étudié. Par contre, 39 parents des enquêtées du sexe féminin sur 50 soit 78% n'ont pas étudié ; 6 soit 12% ont étudié jusqu'à 2^{ème} année secondaire et 5 soit 10% des Diplômées d'Etat.

Question n°3. Quelles sont les causes de votre abandon scolaire ?

Les données renseignent que 29 enquêtées sur 50 soit 58% ont abandonné les études suite à la grossesse précoce ; 19 soit 38% à cause de l'impossibilité des parents ; 1 soit 2% de la divorce de parents et 1 autre soit 2% du décès des parents.

Question n°4. Qui avait la charge de payer vos frais scolaires ?

Les enquêtées ont répondu d'une part que ce sont leurs parents qui payaient leur frais d'études (45 enquêtées sur 50 soit 90%), d'autre part elles-mêmes se prenaient en charge (5 soit 10%).

Question n°5. Pensez-vous que vos parents disposaient à la fois de la volonté et des ressources financières nécessaires pour assurer vos frais de scolarité ?

Les résultats indiquent que la majorité des répondants, soit 36 sur 50 (72 %), estiment que leurs parents disposent des ressources financières nécessaires pour assurer leur scolarité, bien que la volonté fasse défaut. À l'inverse, 14 enquêtés (28 %) partagent l'avis opposé.

Question n°6. Pensez-vous que vos parents privilégiaient le paiement des frais d'études des garçons par rapport aux filles ?

Les résultats indiquent que les parents privilégiaient plus le paiement des frais d'études des garçons par rapport aux filles (33 enquêtées sur 50 soit 66%) contre 17 soit 34%.

Question n°7. Selon vos parents, la place d'une fille est-elle prioritairement au sein du mariage plutôt qu'à l'école ?

Les résultats indiquent qu'une majorité de parents considèrent que la place de la fille est au mariage et non à l'école, selon 30 enquêtées sur 50 (soit 60 %). À l'inverse, 20 répondantes (40 %) rapportent que leurs parents ne partagent pas ce point de vue.

Question n°8. Vos parents estiment-ils qu'on gagne de l'argent en mariant sa fille plutôt qu'en la scolarisant ?

Les résultats montrent que la majorité des participantes, soit 29 enquêtées sur 50 (58 %), affirment que leurs parents considèrent le mariage de leur fille comme une source de revenus préférable à sa scolarisation. À l'inverse, 21 répondantes (42 %) n'ont pas confirmé cette tendance.

Question n°9. À la maison, vos parents vous confiaient-ils des travaux domestiques au détriment du temps que vous devriez consacrer à vos études ?

Il ressort de l'enquête que la majorité des parents privilégient l'implication des filles dans le petit commerce et les tâches ménagères au détriment de leur suivi scolaire, notamment l'accompagnement pour les devoirs à domicile. Cette tendance est confirmée par 36 enquêtées sur 50 (soit 72 %), tandis que 14 répondantes (28 %) signalent une situation inverse.

Question n°10. Selon vous, l'instruction et la scolarisation des filles revêtent-elles une importance cruciale pour l'avenir de votre foyer et de la société ?

Les résultats de l'enquête démontrent une forte adhésion à la scolarisation des filles : 90 % des personnes interrogées (soit 45 sur 50) estiment que les études sont importantes pour elles, contre seulement 10 % (soit 5 enquêtées) d'un avis contraire. Pour justifier cette position, la majorité des répondantes invoque le principe de l'égalité des genres et l'impératif de parité.

Question n°11. Selon vous, quel est l'impact majeur ou la principale conséquence de la déscolarisation des jeunes filles sur la vie sociale et le développement de la commune de Molegbe ?

Les données de l'enquête révèlent que la déscolarisation des filles engendre de multiples conséquences sociales et économiques. Parmi les plus marquantes, l'instabilité conjugale et la procréation issue de plusieurs unions ainsi que la marginalisation sociale (le fait d'être sous-estimée ou minimisée par la communauté) arrivent en tête, chacune recueillant 32 % des suffrages (soit 16 enquêtées sur 50). Par ailleurs, 22 % des répondantes (11 personnes) soulignent le risque d'exclusion du marché de l'emploi, tandis que 14 % (7 personnes) évoquent le confinement à des fonctions précaires et à faible revenu.

Question n°12. Quelles sont, selon vous, les mesures prioritaires à prendre ou les recommandations à formuler pour freiner la déscolarisation des filles dans la commune de Molegbe ?

Pour cette question, les enquêtées ont parlé de l'amélioration des conditions socio-professionnelles des parents par le Gouvernement Congolais, de la considération à part égal des filles et garçons, de la prise de conscience pour les études afin de préparer leur avenir.

3.2. INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS

Les données recueillies indiquent que 90 % des enquêtées (soit 45 sur 50) affirment que les études sont importantes pour les filles, contre seulement 10 % (soit 5 personnes) qui soutiennent le contraire. Pour justifier cette position positive, la quasi-totalité des répondantes évoque l'argument selon lequel « *la parité oblige* ».

Cette écrasante majorité démontre une évolution positive des mentalités au sein de la population féminine de Molegbe quant à la valeur de l'instruction. Ce résultat s'aligne parfaitement avec les orientations du MINEPSA (2015), qui postule que l'éducation des filles est un facteur fondamental du développement humain durable et un outillage culturel et intellectuel indispensable pour faire de la femme une réelle actrice du développement. De même, cette conscience aiguë de la parité fait écho au concept de « *Girl Effect* » évoqué par le MINESPINC (2015), postulant qu'investir dans le potentiel d'une fille brise le cycle de la pauvreté.

Cependant, il subsiste un paradoxe critique : si 90 % des filles et mères reconnaissent l'importance de l'école, le taux de déscolarisation sur le terrain demeure alarmant. Cela prouve que la volonté et la prise de conscience des filles se heurtent à des barrières structurelles, financières et culturelles extérieures qui les dépassent, les empêchant de traduire cette aspiration en réalité.

L'analyse des conséquences de l'abandon scolaire à Molegbe révèle un impact pluridimensionnel, qui confirme l'hypothèse de recherche et se structure autour de quatre axes majeurs :

Nos résultats montrent que l'une des premières conséquences de la déscolarisation est la procréation avec plus d'un mari. Ce phénomène s'explique par la vulnérabilité des filles qui, une fois exclues du système scolaire, basculent précocement dans la vie de couple ou subissent des grossesses non désirées.

Ce constat de terrain valide les rapports de la Banque Mondiale (2018) et du MINEPSA (2015), qui démontrent que l'éducation secondaire est le moyen le plus efficace pour éliminer le mariage des enfants et réduire le taux de fécondité. Privées d'école, les filles de Molegbe entrent précocement dans l'activité sexuelle sans maîtrise de leur puberté, les exposant à un cycle de précarité conjugale et de maternités successives avec des partenaires différents.

À égalité avec l'instabilité conjugale, 32 % des répondantes affirment qu'une fille non scolarisée devient un sujet « à sous-estimer ou à minimiser » au sein de sa communauté. L'école confère un statut, une voix et un pouvoir décisionnel. Sans elle, la femme est renvoyée aux stéréotypes traditionnels d'infériorité.

Ce résultat corrobore les analyses sur les inégalités de genre (MINEPSP, 2015) : l'absence d'instruction enferme la jeune fille dans un complexe de vulnérabilité où elle subit les décisions de l'entourage patriarcal sans pouvoir faire valoir ses droits constitutionnels.

Pour 22 % de notre échantillon, la déscolarisation conduit inévitablement à l'absence totale d'emploi formel. En l'absence de diplôme et de qualifications, le marché du travail moderne, de plus en plus exigeant et mondialisé (comme souligné dans notre introduction), leur est hermétiquement fermé. Elles grossissent ainsi les rangs des personnes dépendantes ou inactives économiques.

Enfin, 14 % des répondantes soulignent que les filles qui parviennent à travailler sont limitées à des métiers précaires et faiblement rémunérés (petit commerce informel, agriculture de subsistance, tâches ménagères subventionnées).

Ce résultat confirme directement les projections économiques de la Banque Mondiale (2018), selon lesquelles les femmes ayant achevé leurs études secondaires gagnent pratiquement deux fois plus que celles qui en ont été privées. À Molegbe, la déscolarisation agit donc comme un vecteur de reproduction de la pauvreté monétaire, privant l'économie locale et nationale de l'apport productif féminin, ce qui engendre un manque à gagner immense (évalué à 300 millions de dollars annuels pour l'économie congolaise selon le MINESPINC).

CONCLUSION

L'éducation des filles est un élément fondamental pour le développement socio-économique et humain, particulièrement dans des contextes comme celui de la Commune de Molegbe en République Démocratique du Congo. Notre étude a mis en lumière les multiples défis qui entravent la scolarisation des filles, notamment les normes socioculturelles, les contraintes économiques et les obstacles structurels. Les résultats montrent qu'une majorité de filles et de mères reconnaissent l'importance de l'éducation, mais malgré cette prise de conscience, le taux de déscolarisation reste alarmant, soulignant un décalage entre les aspirations et la réalité.

Les conséquences de cette déscolarisation sont graves et pluridimensionnelles, incluant des problèmes tels que les grossesses précoces, l'instabilité conjugale, la marginalisation sociale et l'exclusion du marché de l'emploi. Ces facteurs contribuent à renforcer le cycle de la pauvreté et à limiter le potentiel de développement des communautés.

La **première** hypothèse est largement confirmée par nos résultats. L'ignorance des parents quant à l'importance de l'éducation, ainsi que les normes culturelles qui valorisent le mariage précoce au détriment de la scolarisation, ont été identifiées comme des facteurs clés de déscolarisation. Les grossesses précoces constituent également un obstacle majeur, empêchant de nombreuses filles de poursuivre leur éducation.

La seconde hypothèse est également validée par nos résultats. Les données indiquent que la déscolarisation entraîne des conséquences sociales significatives, telles que des unions précoces, une marginalisation sociale et un accès limité à

des emplois décents. Les filles déscolarisées sont souvent confinées à des rôles subalternes, ce qui renforce leur vulnérabilité économique et sociale.

L'éducation des filles doit être considérée comme une priorité pour le développement local et national. Il est crucial d'adresser les barrières culturelles et économiques qui freinent leur accès à l'éducation afin d'assurer un avenir meilleur pour ces jeunes femmes et leurs communautés.

RÉFÉRENCES

- [1]. BAUCHER, B. et al. (2013). *Dictionnaire le Robert*, version Dixel Mobile, Application.
- [2]. BANQUE MONDIALE (2018). *Pourquoi les filles quittent-elles l'école et quelles sont les conséquences de leur déscolarisation ?* www.blogs.worldbank.org. Consulté, le 15/12/2025.
- [3]. DE LANDSHERE, G. (1974). *Introduction à la recherche en éducation*, 1ère édition, Paris : Georges Thone.
- [4]. GRAWITZ, A. et PINTO, R. (1971). *Méthode des Sciences Sociales*, Paris, Dalloz.
- [5]. MINEPSA (2015). *Stratégie nationale de scolarisation de la fille en République Démocratique du Congo*, Brazzaville.
- [6]. MINEPSINC (2015). *Stratégie nationale de scolarisation de la fille en République du Congo*, Kinshasa.
- [7]. RENEN (2014). *Résumé exécutif et pistes d'orientations politiques*, Kinshasa.
- [8]. UNESCO (2012). *Atlas Mondial de l'égalité des genres dans l'Education*, Genève.
- [9]. YAMOZE, P. (2018). *Evolution des effectifs des filles dans les écoles secondaires de la Commune de Gbado-Lite de 2007-2011*, Article in « *Revue Education et Développement* », Numéro 18, Premier Trimestre, Université de Kinshasa, Kinshasa.